

Du dévoiement du combat syndical

Le 30 août est sorti un texte intitulé « *Améliorer la réussite scolaire des jeunes, il n'y a rien de plus urgent !* » dont l'indigence le dispute au grotesque. Cosigné par des organisations disparates – des fédérations syndicales, des organisations étudiantes, des associations à vocation pédagogique, etc.- mais plutôt d'une mouvance politique qui fréquentait La Rochelle au même moment, ce texte est d'abord « charabatesque ».

Très portés sur l'emploi du conditionnel qui n'est pas un mode verbal de combat, celui-ci impliquant plutôt le présent de l'indicatif et le futur, les rédacteurs de ce texte ont commis de curieuses formules. Que signifie « *améliorer la réussite* » ? On améliore des performances pour atteindre à la réussite, mais on n'améliore pas ce qui était l'objectif visé. Que signifie « *bloquer le développement des inégalités sociales* » ? Si les inégalités sociales se développent, on lutte contre elles jusqu'à les faire disparaître, on enclenche un dynamisme de combat pour en venir à bout et on travaille à instaurer un société plus juste et plus fraternelle d'où seront éradiquées ces inégalités. Que signifie « *ouvrir un avenir positif pour les jeunes* » ? Les jeunes ont tous l'avenir devant eux. Il faut non pas leur ouvrir une porte en leur disant de passer par là parce que c'est la bonne porte, mais leur donner les outils intellectuels, moraux et sociaux qui feront de chacun un être libre capable d'ouvrir avec les clefs qui conviennent la porte de son choix.

Bien posséder la langue du pays où l'on vit, où l'on se forme, où l'on travaille est une de ces clefs ; et, pour le moins, les auteurs du texte ne sont pas à la hauteur ...

Ensuite ce texte, qui prétend « *interpeller le gouvernement, le président de la République* » qui ont posé « *comme postulat, des réductions budgétaires drastiques* », est politique. N'y a-t-il pas eu, récemment, dans ce pays, des élections présidentielles et législatives ? N'ont-elles pas donné des résultats clairs ? Si ces résultats ont déçu les cosignataires, ceux-ci n'ont-ils pas dans le cadre de leurs organisations syndicales ou associatives les instruments de lutte appropriés pour mettre en échec une politique scolaire qu'ils réprouvent ? Et ces instruments n'ont pas grand-chose à voir avec « *une campagne d'explication et de sensibilisation de l'opinion* » qui est sans doute envisagée comme la pré-campagne électorale des prochaines municipales, régionales, puis à nouveau présidentielles et législatives ... Le « *postulat* » dont il est question est le programme politique que la droite et Sarkozy ont « promis » aux Français, et que ceux-ci ont majoritairement choisi plutôt que les « postulats » des autres candidats, c'est-à-dire « *d'autres choix, un autre budget, une autre politique* ».

Soit dit en passant, bon nombre des signataires ont leur part de responsabilité dans la situation actuelle car la politique scolaire de Sarkozy et de Fillon n'est pas née d'hier ; elle a été longuement préparée par les gouvernements antérieurs, y compris ceux qui comptaient dans leurs rangs des touristes de La Rochelle, et elle a souvent été rendue possible par la manie co-gestionnaire de bon nombre d'entre eux.

De plus, ce texte est mensonger. Il prétend avoir été rédigé par « *toutes les composantes de la communauté éducative* ». Cela est inexact. Outre que certaines fédérations n'y ont pas apposé leur signature, il n'y a celle d'aucun syndicat. Et les confédérations sont également absentes... Cela en dit long sur l'émiettement syndical derrière le paravent fédéral et confédéral et sur les luttes internes que génèrent cet éparpillement, moins sur les objectifs et les modalités des luttes revendicatives à mener que sur les ambitions

et les tactiques de prise de pouvoir de groupes disparates et inamicaux. Que ce texte, si peu unitaire, malgré les apparences, soit aussi un tract politique et non un appel à l'action syndicale, est symptomatique de l'enlisement des organisations du combat social auquel conduit leur inféodation à des idéologies ou à des groupes politiques.

Enfin, ce texte est outreucidant ! Il parle de l' « *Ecole publique* », comme le fait le SNCA e.i.L. Convergence d'ailleurs, avec un E majuscule à Ecole, mais il fait précéder cette belle formule de l'adjectif possessif « *notre* » ! Ainsi ces messieurs-dames signataires prétendent s'approprier, sous leur bannière politique, si peu unitaire et pas du tout syndicale, l'Ecole de la République ! Il est bien possible qu'ils n'aient pas une claire conscience des missions de l'Ecole républicaine, dont la première est de former des hommes et des femmes libres, et la seconde d'en faire des républicains. Certes, cela est souvent « *difficile* », certes cela peut parfois être « *compliqué* », certes cela est « *indispensable* » : c'est bien pour cela que la République a créé l'Ecole publique, laïque, émancipatrice.

La politique scolaire actuelle est donc dans la continuité, et non dans la rupture, de celles qui l'ont précédée. Le SNCA e.i.L. Convergence a toujours combattu cette politique qui consiste à rendre l'Ecole toujours moins républicaine, donc moins laïque et moins sociale. Il revendique que la République étende les exigences de la mission de son Ecole à toutes ses composantes, collèges, lycées, universités et qu'elle se retrouve chez elle à l'école primaire. Pour mener sa lutte revendicative, le SNCA e.i.L. Convergence s'appuie sur un texte, ô combien meilleur que celui qui est l'objet de cet article, un texte qui définit et les objectifs et l'étendue du champ de l'action syndicale. Les géniteurs du piètre tract du 30 août l'ignorent sans aucun doute : il s'agit de la *Charte d'Amiens*.